



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSI, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Unité de Méthanisation AMETYST - Délégation de Service Public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2022 - Examen

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit faire l'objet d'un examen du délégant.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Ametyst portant sur l'année 2022 a donné lieu à :

- L'intégration des principaux éléments au sein de la présentation du Rapport Public sur la Qualité de Service (RPQS) examiné en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 13 juin 2023 ;
- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 11 juillet 2023 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 20 septembre 2023 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes (CCC), présidée par M. Jean-François AUDRIN est programmée en date du 17 octobre 2023.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

S'agissant des principales modalités d'exécution du contrat, la convention de délégation de service public a pris effet à la date du 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 10 ans. Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société AMETYST l'exploitation de l'unité, à charge pour elle d'y réaliser, à ses frais et risques, et sous sa maîtrise d'ouvrage, les équipements complémentaires permettant d'améliorer les performances de l'unité. L'année 2022 est la huitième année d'exploitation par la société AMETYST de l'usine éponyme de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés et des biodéchets, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique, propriété du délégant.

Le délégataire est la société dédiée NOVERGIE, filiale détenue à 100% par le Groupe Suez Environnement, dont le nouveau président Thierry RAYNAUD, a été nommé le 10 février 2023. Les capitaux propres de la société se situent à hauteur de 3 890 K€ en 2022 contre 2 831 K€ au 31 décembre 2021 et 2 503 K€ au 31 décembre 2020.

Un avenant n°1 a été conclu le 19 avril 2018, ayant pour objet d'intégrer les évolutions de prestations ou des conditions d'exécution des prestations occasionnant des variations de recettes et dépenses, concernant notamment le tarif de rachat du kWh d'électricité issu de méthanisation qui a bénéficié d'une augmentation prise en compte dans le calcul des redevances au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Cet avenant prévoyait également de réviser le contrat par avenant avant la fin du premier semestre 2019 afin d'intégrer les conséquences de la fermeture de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Castries sur les modalités de traitement pour les 42 000 tonnes/an de refus relevant du délégant.

L'avenant n°2, signé le 27 juin 2019, intègre donc dans la perspective de la fermeture fin 2019 de l'ISDND de Castries, la modification des modalités de rémunération du transport des refus. La redevance forfaitaire de traitement « Refus », destinée à rémunérer AMETYST pour le transport des refus imputables à Montpellier Méditerranée Métropole est supprimée et Montpellier Méditerranée Métropole assume désormais intégralement le transport et le traitement des refus qui lui incombent vers les installations qu'elle désigne dans le cadre de contrats séparés.

L'année 2022 a été marquée par la signature le 28 novembre 2022 d'un avenant n°3 signé. En effet, à la suite de la publication au Journal Officiel du 25 août 2021 de la loi n°2021-1109 confortant le respect des

principes de la République, tout organisme chargé de l'exécution d'un service public doit veiller au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité. L'avenant, sans conséquence financière sur l'exécution du contrat, prévoit les modalités de contrôle et de sanction.

L'analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué est présentée ci-après :

Pour ce qui concerne l'activité du service en 2022, il convient de rappeler que la société Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de Montpellier Méditerranée Métropole, par valorisation organique et énergétique (cogénération thermique et électrique par combustion du biogaz issu de la méthanisation de la fraction fermentescible des déchets ménagers).

Le délégataire a assuré en début de contrat les missions de conception, réalisation et financement de travaux permettant de réduire le taux de refus par la valorisation de sous-produits, la valorisation de compost et l'amélioration du traitement des biodéchets ainsi que la conception et la réalisation d'une station de prétraitement pour les effluents liquides excédentaires du site.

S'agissant des effectifs, la société compte 50 ETP au 31 décembre 2022.

En janvier 2021, a été démarrée la « *ligne verte* » de l'unité Ametyst, consistant à composter directement les biodéchets issus des collectes en porte, en vue de la production d'un compost de qualité comparable au label compost bio.

Complémentairement, Ametyst a traité 127 120 tonnes d'ordures ménagères résiduelles issues des collectes de la Métropole en 2022 contre 128 480 T en 2021, 125 109 T en 2020 et 124 952 T en 2019 pour une capacité totale de l'usine de 140 000 T, soit une baisse de -1 % par rapport à 2021.

Concernant les biodéchets collectés par la Métropole, AMETYST a traité 1 782 T en 2022 contre 1 891 T en 2021 et 1 753 T en 2020, en baisse de -109 T par rapport à 2021 (-5,76%), et reste inférieur au tonnage du compte d'exploitation prévisionnel contractuel (- 6 096 T).

Les déchets tiers, issus des collectes hors du service public de gestion des déchets assuré par la Métropole, complètent les tonnages admis sur l'usine. Ainsi, en 2022, ce sont 9 724 T en 2022 contre 8 103 tonnes qui ont été traitées sur AMETYST, en hausse par rapport à 2021 (+20%).

Au total, en 2022, AMETYST a donc réceptionné 138 626 T de déchets soit une quasi stabilité par rapport à 2021, après une baisse constatée en 2020 de - 6% par rapport à 2019, du fait de l'épidémie de Covid-19.

La société assure également la gestion des sous-produits à savoir la valorisation des composts, métaux ferreux et non ferreux, refus à Haut Pouvoir Calorifique et autres.

La mise en service de l'ultracriblage début 2016 a permis la production en 2022 de 36 068 T de compost issu du tamisage fin des ordures ménagères résiduelles, en baisse de 3 200 T par rapport à 2021. Celui-ci est actuellement valorisé en agriculture ou en aménagement paysager. Le process développé sur Ametyst ne permettra toutefois plus la valorisation de ce compost dans le cadre des nouvelles évolutions réglementaires en cours. La fraction organique grossière est quant à elle stabilisée avant d'être acheminée en installation de stockage de déchets non dangereux.

Le taux de compost est de 25,8% en 2022, ce qui est supérieur à l'objectif contractuel de 18% et au 23,1% indiqué dans le compte prévisionnel d'exploitation. La baisse du tonnage de compost produit en 2022, passant de 39 303 T à 35 806 T s'explique principalement par la meilleure montée en température des box en phase de maturation et donc un taux d'humidité inférieur dans le compost avant sa commercialisation.

Après lavage et compression, le biogaz issu de la digestion et méthanisation des déchets ménagers est valorisé en énergie dans trois groupes de cogénération :

- En électricité réinjectée sur le réseau, soit 21 millions de KWh en 2022 (+1,5%) ;
- En chaleur utilisée dans l'enceinte de l'unité pour les besoins du process, soit 3 224 KWh en 2022 en forte baisse (-17%) ;
- En chaleur utilisée par la SERM pour le réseau collectif de chaleur et de froid de la ZAC des Grisettes et de la clinique Saint Roch, soit 9 718 KWh en 2022 (soit -9,5%). La ZAC a obtenu le label Ecoquartier notamment grâce à son alimentation en énergie verte.

La valorisation du métal non ferreux augmente légèrement avec 915 T extraites en 2022 (en hausse de +9%), soit 0,7% du tonnage entrant. La valorisation des métaux ferreux progresse de +4% avec 1 244 T, la baisse amorcée en 2021 ne se confirme pas en 2022.

La refonte du réseau de valorisation du biogaz en 2020 a permis d'en faciliter sa maintenance et sa surveillance, celui-ci étant désormais positionné en toiture, et accessible par une passerelle de circulation. Les nouvelles torchères à haut rendement permettant par ailleurs d'accroître le niveau de sécurité de l'installation.

Le taux de réduction des déchets, comprenant la valorisation matière et la part de la matière organique non synthétique valorisée sous forme de biogaz s'établit quant à lui à 50%, stable depuis 2020. Pour mémoire, il était de 25% en 2015.

S'agissant de la qualité du service public, les eaux usées industrielles brutes sont partiellement reprises dans le process et seuls leur surplus est envoyé vers le pré-traitement de la station d'épuration (STEP) interne. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées permettant une amélioration significative de la qualité des effluents liquides, avant traitement final à la station d'épuration MAERA

En matière de traitement de l'air, les travaux du dispositif de captation et de traitement de l'air en sortie des BRS réalisés en 2016 et le rendement épuratoire des biofiltres permettent de maîtriser les nuisances ressenties, même si les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement. Le nombre de plaintes enregistrées en 2022 a été supérieur 2021. Les rencontres avec les riverains ont été maintenues 2022 pour échanger sur ce sujet.

Dans le cadre de l'évaluation du système de management environnemental et sociétal, Ametyst est certifié ISO 9001 (management de la qualité), ISO 140001 (management environnemental), ISO 26000 (responsabilité sociétale), ISO 45001 (santé et sécurité au travail) et ISO 50001 (management performance énergétique).

Pour ce qui concerne la grille tarifaire, les avenants n°1 et n°2 permettent d'intégrer les évolutions relatives au nouveau tarif de l'électricité produite à partir du biogaz issu de la méthanisation, ainsi que des prestations nouvelles ou conditions d'exécution des prestations confiées au délégataire à la suite de la mise en place du dispositif de traitement d'air installé par la Collectivité.

L'avenant n°1 a permis de prendre en compte la révision tarifaire du rachat de l'électricité issu de la méthanisation faisant l'objet d'un avenant conclu entre la société Ametyst et EDF, dans le calcul des redevances versées pour le traitement des ordures ménagères résiduelles (R OMR) et des biodéchets (R BIO).

En conséquence, les prix de traitement des déchets de la Métropole en valeur initiale septembre 2014 ont été modifiés comme suit :

- o Ordures ménagères résiduelles - P OMR : 82,50 € HT remplacé par 78,46 € HT ;
- o Biodéchets - P BIO : 40,00 € HT remplacé par 28,41 € HT.

L'avenant n°2 entérine la modification du process lié au dispositif du traitement d'air en amont du biofiltre 3. Les redevances de traitement s'établissent alors à :

- o POMR = 80,21 € HT/tonne d'OMR réceptionnée sur le site ;
- o PBIO = 30,36 € HT/tonne de biodéchets réceptionnée sur le site ;

L'analyse du compte rendu financier est présentée ci-après :

Le résultat de l'exercice 2022 est bénéficiaire à hauteur de 1 146 K€ contre 1 423 K€ en 2021 toutefois très en deçà du budget prévisionnel (3 272 K€ soit - 1 512 K€). Cet écart s'explique principalement par le fait que les apports tiers, dont la zone de chalandise de l'installation est définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, restent limités, mais aussi par les recettes de valorisation, notamment des métaux, inférieures au prévisionnel.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 19 996 K€, stable par rapport à 2021 (-0,4 %). Le chiffre d'affaires s'élève à 19 609 K€ contre 18 543 K€ en 2021 en augmentation de +1 M€. La stabilité des produits d'exploitation s'explique par une forte baisse des reprises sur amortissements de - 1,1 M€, qui atténue l'effet à la hausse du chiffre d'affaires.

En 2022, la hausse du chiffre d'affaires s'explique notamment par :

- Le traitement des Ordures Ménagères Résiduelles de la Métropole à hauteur de 11 M€, en hausse de +210 K€ soit +2%, du fait du tarif en hausse de +2,57€ /T et ce malgré un volume en légère baisse de - 1% ;
- Le traitement des Ordures Ménagères Résiduelles et biodéchets tiers à hauteur de 760 K€, en hausse de +187 K€ soit +32%, notamment liée à la hausse du volume des apports tiers, avec un tonnage de 9 729 Tonnes en hausse de +1 609 Tonnes ;
- Les recettes de valorisation énergétique qui s'élèvent à près de 4 M€, en augmentation de +323 K€ par rapport à 2021 soit +9 % ;
- Les recettes de valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux en augmentation de +41 K€ soit +12%, du fait du maintien en 2022 de la reprise des cours sur le marché.

Les recettes issues du traitement des déchets de Montpellier Méditerranée Métropole s'établissent à 14,3 M€ et progressent de +916 K€ (soit +6,8% par rapport à 2021), avec une augmentation des déchets OMR de +210 K€. Elles se composent également pour 3M€ en 2022 de la nouvelle « *redevance transport* » se substituant à la redevance initiale forfaitaire « refus » en application de l'avenant n°2.

Aucun intéressement lié à la performance énergétique n'a été reversé.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18,5 millions d'euros, en légère baisse par rapport à 2021 (-0,6%). Les charges fixes sont de 7 286 K€ en 2022, en baisse de -2 %, et s'élevaient à 7 448 K€ en 2021 et à 7 830 K€ en 2020. Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus haut qu'en 2021, soit 5 067 k€ (contre 4 422 K€ en 2021 et 4 292 K€ en 2020). En revanche, les charges énergétiques sont en baisse de -691 K€ malgré une hausse des coûts unitaires du fait d'une rectification du mode de comptage de la quantité d'électricité consommée par l'usine.

En 2022, la masse salariale qui s'élève à 3,8 M€ est en hausse de 549 k€ par rapport à 2021 soit +17%, et représente 20,5% du total des charges. Pour rappel en 2021, la masse salariale s'élevait à 3,2 M€ et affichait une baisse par rapport à l'exercice précédent (- 342 K€ soit -10 %), et représentait 17 % des charges. De même, les charges liées au personnel intérimaire augmentent de + 108 K€ soit + 28% contre une diminution de -132 K€ en 2021, ainsi en 2022, le niveau de personnel intérimaire a donc été élevé et s'approche du niveau constaté en période de crise sanitaire sur l'exercice 2020.

Les charges variables, constituées des achats d'énergie (1 M€), des consommations de charbon actif et

structurant (700 K€) et des frais de sous-traitance liée au traitement externe des déchets, s'élèvent à 6,7 M€. Les achats de fournitures d'entretien non stockables avec un montant de 4 M€ contre 3,4 M€ en 2021 ont fortement augmenté de 690 K€ (+20%) après avoir diminué de -238 K€ (-7%) en 2021.

Enfin, on note un montant d'amortissement et provisions à hauteur de 3,1M€ dont 1,5M€ d'amortissement pour immobilisations corporelles et 1,7 M€ de dotations pour risques et charges d'exploitation comme en 2021.

Les dépenses de GER (Gros Entretien et Renouvellement) s'élèvent à 2,3 M€, portant notamment sur le process d'affinage aval du stabilisat et du compost, et sur la révision complète d'un moteur de cogénération. Pour rappel, les travaux d'amélioration du réseau biogaz et le déplacement des torchères conduits sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ont été achevés fin 2020.

L'année 2022 a également été consacrée à la préparation des opérations de vidange du digesteur N°3 afin de réaliser une inspection décennale de maintenance préventive. Les opérations de préparation réalisées en 2022 sont les suivantes :

- Etude de sécurisation ;
- Arrêt de l'alimentation du digesteur et abaissement du niveau de digestat ;
- Ouverture de celui-ci et mise en service d'une ventilation de balayage l'air en amont des opérations de curage.

Enfin, le délégataire bénéficiant des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers, il verse à ce titre à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers, soit 127 567 € en 2022 contre 124 349 € en 2021, 126 176 € en 2020, et 92 555 € en 2019.

En conclusion sur les conditions d'exécution du contrat, il convient de noter que la convention est limitée par le développement de la zone de chalandise définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Les recettes du délégataire sont également contraintes, en raison de l'exploitation limitée de l'usine au regard du décret du 10 mars 2016 relatif à la prévention et à la gestion des déchets.

Enfin, dans le cadre des travaux relatifs au décret dit « *socle commun des MFSC - critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les Matières Fertilisantes et les Supports de Culture* », les prescriptions du projet de « *socle commun des MFSC* » ne permettraient plus en l'état des process déployés sur Ametyst aucun retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'usine Amétyst et obligerait à leur stockage en ISDND. Les perspectives d'application ne permettent pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits ; la seule alternative semble l'élimination.

Le développement en 2023 de la stratégie biodéchets conformément aux nouvelles orientations de la politique zéro déchet adoptée par la Métropole en mars 2022 permettra d'améliorer les conditions d'exploitation de l'usine AMETYST

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire AMETYST pour l'exercice 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20231003-243120-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport délégataire 2022_V1 06062023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.